

JOURNAL D'UN TEMOIN DEPUIS LA BELGIQUE

(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

Bruxelles, vendredi 31 juillet (1914)

L'horizon reste bouché et la panique est probablement plus importante qu'hier bien que les journaux s'efforcent de tranquilliser le public en déclarant que la Banque Nationale a suffisamment d'encaisse métallique pour faire face à la conversion et que toutes les personnes bénéficieront de change. Une publication visiblement officieuse dit : "*Ici, en Belgique, c'est le public lui-même qui crée la panique, qui se fourvoie par autosuggestion, en accordant du crédit aux pires extravagances que l'on raconte dans les milieux populaires, où l'on comprend moins la situation. Il faut en appeler au*

calme, au sang-froid, au bon sens de l'opinion publique. Il faut dire bien haut que rien, absolument rien, ne peut justifier une panique financière, ni une simple crise monétaire, comme celle que tant de pauvres gens semblent craindre". Le ministre des finances a qualifié de "*ridicule*" le désir d'"*avoir des pièces d'argent à la maison*". Et, en effet, je connais des cas d'égoïsme insensé, comme celui d'un vieux rentier solitaire, qui a converti hier cinquante mille francs pour les garder dans ses coffres. C'est comme cela que l'on engendre l'*agio*, que nous connaissons si bien en Argentine et qui donne lieu à des opérations prêtant à usure : beaucoup de malheureux ont vendu aujourd'hui pour 15 francs leurs bons billets de 20, mais les tribunaux sont intervenus, prenant des dispositions pour que l'on surveille attentivement ceux qui profitent de la situation, et on a résolu d'appliquer de façon décidée et vigoureuse l'article

311 du *Code Pénal*, qui stipule : "*Les personnes qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de trois cents à dix mille francs.*"

Mais cette mesure, que tout le monde applaudit, ne contribue pas à ce que le calme se rétablisse. Les déclarations du gouvernement et de la Banque Nationale elle-même sur son encaisse ne diminuent pas – bien au contraire – le nombre de ceux qui se précipitent pour convertir leur argent. Si cela continue, il va être nécessaire d'imposer le *cours forcé* (ou l'inconvertibilité), parce que, en réalité, l'encaisse métallique belge est fort réduite, comme je l'ai déjà dit depuis longtemps : ce que nous avons vu dans les crises argentines m'autorise à le penser ...

Et rien ne vient éclaircir la situation, même si l'on nourrit encore l'espoir que le conflit sera évité. Personne ne peut en effet être tranquilisé, en sachant que, lors du conseil des ministres réuni ce matin sous la présidence du roi Albert, on a résolu de rappeler les officiers de quatre divisions supplémentaires et de faire fonctionner les commissions de remonte, qui réquisitionneront chevaux, automobiles et tous types de véhicules, comme on a déjà commencé à le faire hier à Verviers, qui n'est qu'à quelque dix kilomètres de la frontière allemande. Et une autre mesure du conseil des ministres est révélatrice de la gravité de la situation : on interdit l'exportation, par quelque frontière que ce soit, de bétail et de chevaux en tous genres, de blé, d'épeautre, de millet, de seigle, d'avoine – en épis, grain ou farine – de foin, de paille et d'autres fourrages ; d'automobiles et de

motocyclettes, de véhicules à traction animale, d'huiles pour graisses ou à brûler, d'essences comburantes pour force motrice, en l'occurrence, tout ce qui pourrait aider les forces étrangères en cas de guerre, tout en diminuant en même temps les principaux moyens vitaux du pays.

L'exode continue : des Allemands qui se présentent auprès de leurs corps d'armée, des Français qui s'empressent de retourner dans leur pays, des étrangers qui repartent, craignant les événements ... Je sais, par un médecin d'Anvers, le docteur Camivet, que de nombreux Allemands, sous prétexte de villégiature, ont déménagé depuis le 12 juillet, sans avertir personne, ce qui est un indice très révélateur que l'Allemagne mobilise en secret. Quelques riches bourgeois belges se rendent en Suisse, fuyant le "*champ de bataille de l'Europe*", comme on dit en parlant de la Belgique.

A Welkenraedt, sur la frontière allemande, on a établi un colombier militaire : la première nouvelle qu'apportent les pigeons voyageurs est que les Allemands mobilisent en effet activement mais en disant qu'il s'agit de simples manoeuvres. Il y a de grandes masses de troupes allemandes sur la frontière belge et on croit qu'on les prépare à envahir le territoire neutre !

En attendant, la Belgique ne néglige rien. Les forts de la Meuse ont été dûment garnis et l'on a semé des chasses-trapes de fer autour de Liers, Barchon, Fléron, Vivegnies, Loncin, au pourtour de Liège. Ces travaux ont été complétés par d'autres que l'on ne spécifie pas. Les soldats des lignes extérieures de défense sont installés dans les métairies. Au champ d'aviation d'Ans, tout est prêt pour entrer en mouvement à la première alerte.

A Anvers, la "*citadelle de la Belgique*" on se livre également à de grands préparatifs militaires. C'est la place forte la plus importante pour la défense du pays, le rempart derrière lequel on peut, le plus longtemps, poursuivre l'existence politique et autonome de la Belgique. C'est là qu'ira s'installer le gouvernement en cas de guerre et là que l'on préservera les principales archives de la nation. C'est le centre vital, le cœur même du pays, en raison de son port, l'un des plus importants du monde. Napoléon disait d'Anvers : "*C'est un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre*". En cas de conflit, l'Allemagne voudrait bien s'emparer de ce pistolet, mais cela ne se fera pas sans résistance de la part des Belges ... et des Anglais. Le palais du roi, sur la place du Meir (**N.d.T.**: Paleis op de Meir), est prêt à accueillir le gouvernement et l'on y prépare des locaux appropriés pour installer les archives parlementaires, etc. En cas de

guerre les chambres fonctionneront également là-bas, tout comme le Pouvoir Exécutif. Enfin, tous les forts d'Anvers ont été mis rapidement en état de défense, en complétant leur garnison et en les ravitaillant suffisamment en vivres, en vêtements et en munitions.

Cet après-midi, s'est réuni le Bureau international de la Paix (BIP), sous la présidence du sénateur socialiste Monsieur Henri La Fontaine. Assistaient à la réunion, parmi d'autres délégués, messieurs : Émile Arnaud, président de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté ; Henry Golay, secrétaire du Bureau international permanent de la Paix de Berne ; Ludwig Quidde, président de la Ligue Allemande de la Paix (*Deutsche Friedensgesellschaft*) et membre de la Diète (*Landtag*) de Bavière ; Umfrid Bucher-Heller, J.F. Green, Théodore Ruysen, Gaston Moch, Baart de la Faille, Edwin D. Mead, délégué des Etats-Unis, Darby, etc. Abondant dans les idées de

M. Jean Jaurès, exposées dans son discours du Cirque Royal, les délégués se déclarent ouvertement contre les traités internationaux secrets, et décident d'envoyer au président des Etats-Unis un télégramme dans les termes suivants : "*Le Bureau International de la Paix, réuni à Bruxelles, se souvenant de l'heureuse intervention du président des Etats-Unis lors du conflit russo-japonais, vous conjure, conformément au devoir résultant de la convention de La Haye, que vous proposiez une médiation dans le conflit européen actuel*".

Outre celui-ci, ils ont envoyé de nombreux télégrammes, spécialement aux petites nations ; au ministre des affaires étrangères d'Autriche, lui rappelant qu'il est le président honoraire des sociétés de la Paix ; à l'empereur d'Allemagne ; au Pape. Tous adressent un appel suprême au bon sens. Cela étant fait, M. La Fontaine annonce que l'Allemagne mobilise et dit:

- *La mobilisation n'est pas encore la guerre, mais tout espoir semble perdu. Les peuples vont devoir payer leur folie ; ce sont eux-mêmes qui ont voulu avoir à leur tête des fous sanguinaires, malgré nos efforts et nos appels.*

La condamnation de la conduite autrichienne est générale, même parmi nombre de ceux qui éprouvent moins de sympathie pour les Serbes ; et l'attitude allemande commence à être durement critiquée. Personne n'admet que l'Allemagne ait pu ignorer les propos de l'Autriche, et nombreux sont ceux qui voient dans le pas franchi contre la Serbie un prétexte évident pour faire en sorte que la guerre éclate sans qu'elle paraisse provoquée par le gouvernement allemand. Et, sur ces considérations, chaque jour qui passe, on considère la catastrophe comme plus imminente et moins évitable.

Que le sang, qui pourrait couler dans une si terrible lutte, retombe sur les têtes de ceux qui la provoqueront, et que l'exécration universelle frappe le nom de ceux qui, pouvant le faire, ne l'empêchent pas !

Et que cette effroyable responsabilité retombe également, au moins en partie, sur ceux dont l'apathique égoïsme a permis l'intronisation de si tragiques démentes ! ...

*

Je viens d'apprendre ce soir qu'un assassin inconnu a tué Jaurès tandis qu'il mangeait dans un modeste restaurant de Paris.

La nouvelle est arrivée tard, mais se répandit rapidement dans tout le centre de Bruxelles, où aucune voix n'a manqué pour condamner l'inexplicable attentat. Et tout le monde se demande :

- *Qui est l'instigateur ? A qui profite le crime ? ce ne sont sûrement pas les nationalistes, puisque Jaurès s'était déclaré collaborateur du gouvernement dans le cadre de la possible agression de l'Allemagne. Ce ne sont, à plus forte raison, pas les conservateurs ...*

Et on ajoute, d'un air dubitatif :

- *Est-ce qu'on n'aura pas voulu faire en sorte que le mouvement socialiste français se soulève ? ... Et, si c'est cela que l'on voulait, y parviendra-t-on ?*

Impénétrable mystère ...

*

Les ministres se sont réunis aujourd'hui à quatre heures de l'après-midi, sous la présidence du roi. Après un long examen de la situation, ils ont résolu, au vu des mobilisations de l'Allemagne et de la France, de procéder également à une mobilisation

générale, dont le décret est préparé depuis hier, tant on était convaincu que le conflit était inéluctable. On va rappeler, pour le moment, treize *classes*, ce qui signifie que tous les jeunes jusqu'à trente-trois ans seront sous les drapeaux ...

Le ministre de la guerre a reçu, dans la soirée, les journalistes belges et s'est adressé à eux en leur exprimant sa confiance dans le patriotisme belge et dans la collaboration de la presse, non avec le gouvernement mais avec le pays lui-même : « *Vous connaissez, messieurs – leur dit-il –, la décision que nous avons prise. Après y avoir mûrement réfléchi, nous avons résolu la mobilisation générale et je dois tout de suite vous dire que l'esprit de nos vétérans m'a paru excellent. Et quant au rappel des trois premières classes, nous avons eu le plaisir de constater que les soldats, qui gagnaient leurs garnisons, donnaient la nette impression de savoir*

quel rôle considérable ils allaient jouer : on les appelait afin de défendre leur patrie, c'est-à-dire, leurs familles, leurs personnes, leurs biens. Il est évident que, dans un conflit de ce type, toutes les disputes entre partis n'ont plus lieu d'être. Nous n'avons qu'un cœur, qui bat pour le pays ! ... Par ailleurs, bien que la situation soit grave, l'est-elle tellement pour "nous autres" ? Je crois que non ! D'abord parce qu'il est possible de conjurer le conflit tant qu'il n'est pas engagé ... et j'espère que c'est ce qui arrivera ; ensuite parce que j'ai la conviction profonde que le territoire belge ne sera pas violé. Mes renseignements à ce sujet me permettent de vous parler ainsi. Nos voisins ne nous veulent pas de mal et, je le répète, j'ai la conviction que, comme en 1870, la Belgique restera inviolée. En 1870, nous sommes passés par la même crise qu'aujourd'hui ! N'avons-nous pas accompli notre devoir ? Avons-nous, par

hasard, été inquiétés ?

- *En 1870, monsieur le ministre – objecta un journaliste – l'Angleterre ne prenait pas part au conflit.*
- *C'est-à-dire – répliqua le ministre – que l'Angleterre avait déclaré, en parlant de nous : "Si l'on touche à cette tête que j'aime ... attention !" ... Le ministre continua à parler de la situation économique, qu'il considère bonne, et assura que les Belges ne souffriraient pas de pénuries. Il évoqua également l'aide offerte spontanément par de nombreux particuliers et il termina en disant : *Bref, la Belgique sera, comme en 1870, le grenier et la banque du sang de l'Europe ... Ah, si le pays était aussi tranquille que son propre ministre de la guerre – et il sourit –, il ne faudrait craindre aucune panique !**

Ces déclarations et la nouvelle de la mobilisation ne seront publiées que demain après-midi, pour ne pas alarmer outre mesure. Les soldats sont consignés dans leurs quartiers.

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

PAYRO ; « *Desde Bélgica. Diario de un testigo (2)* », in LA NACION ; 09/09/1914.

Ci-dessous, la « *une* » de « ***L'Humanité*** » évoquant l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914.

